

Mediacités est un journal indépendant et sans publicité, qui ne vit que des abonnements de ses lecteurs. Profitez de 48h d'accès découverte en vous rendant sur <https://mediacites.fr/decouvrez-mediacites/>

Nantes Enquête

Où sont passées les prostituées nigérianes des trottoirs nantais ?

Dans les années 2016-2017, elles étaient plus d'une centaine à arpenter la nuit les boulevards de Nantes. Les femmes en situation de prostitution originaires du Nigéria ne sont aujourd'hui plus qu'une poignée. Si certaines se sont extirpées des réseaux, d'autres continuent d'être exploitées sexuellement. Mais hors de la voie publique.



Une tournée de nuit à Nantes avec le bus de l'association Paloma. Photo : Armandine Penna

Publié le **3 avril 2024 à 17h21**

Temps de lecture : 7 minutes

Enregistrer cet article

Par **Armandine Penna**

Quand on traverse les rues du centre-ville de Nantes en voiture la nuit, on peut encore en apercevoir quelques-unes au détour d'un trottoir. Tenues moulantes, perruques parfois et sûrement un sac plastique caché derrière une poubelle avec à l'intérieur des habits plus discrets. « Dans la deuxième moitié des années 2010, il y avait pratiquement une femme nigériane tous les 100 mètres le long des principales artères de Nantes : de la gare maritime à la gare sud, de Mangin à la place de la République, et quand on remontait la rue Paul Bellamy, puis le boulevard Robert Schuman jusqu'au pont du Cens », se souvient le pasteur Marcel Georgel.

En tant que salarié de l'association protestante OM Espoir, missionné auprès des « femmes trafiquées » de Nantes, le religieux d'obédience baptiste a multiplié pendant des années les maraudes nocturnes, distribuant chewing-gum, bibles et mots rassurants. À présent en retraite, il ne fait plus qu'une tournée par mois avec des bénévoles. De plus d'une centaine de femmes visibles en une nuit, il observe qu'« elles seraient actuellement moins d'une vingtaine ». « Pour l'instant, je continue, car ma famille au Nigéria a besoin d'argent pour réparer le toit de la maison », nous confiait l'une d'entre-elles faisant le pied de grue devant une station d'essence du nord de Nantes.

Une estimation confirmée par les intervenants de l'association Paloma. Lors des maraudes menées avec leur bus jusqu'au petit matin, ils constatent une chute globale des « personnes pratiquant des services tarifés » présentes sur la voie publique – pour reprendre les termes de cette association axée sur la réduction des risques et l'accès aux soins et aux droits.

Alors que leur « file active « rue » – soit le nombre de personnes différentes rencontrées lors des maraudes de nuit sur une année – atteignait 219 en 2018, elle était de 52 dans le rapport d'activité de 2022. 80 % d'entre elles étaient de nationalité nigériane. « Nous n'avons pas vu de mineures depuis trois ans et nous voyons rarement des femmes arrivant directement du Nigeria », précise Marie Bonnet, l'une des co-responsables de Paloma.

Après la crise migratoire de 2015–2016, Nantes était pourtant même devenue l'une des plaques tournantes les plus importantes d'une solide filière de migration à des fins d'exploitation sexuelle. Ces victimes de traite ont-elles véritablement disparu ? Sorties de la rue, sont-elles pour autant sorties de la prostitution ?

Parcours de sortie

La **loi de 2016**, dite anti-client, n'est pas étrangère à cette évolution. Elle n'a pourtant pas mis fin à la demande. En effet, selon le mouvement du Nid, qui a défendu le texte, cette pénalisation du client n'est pas appliquée. « Dans les faits à Nantes, les clients de la prostitution ne sont pas verbalisés », pointe Emeline Sasse, travailleuse sociale de l'antenne nantaise, qui mène en parallèle à l'université un travail de recherche en criminologie sur le sujet. Effet pervers cependant constaté, les potentiels risques encourus par les clients renforcent le sentiment de toute-puissance de certains et les violences de domination qu'ils exercent.

La loi de 2016 a néanmoins un effet positif : elle a contribué à une réelle sortie de la prostitution des femmes nigérianes qui le souhaitent, via son second volet à dimension sociale. Comment ? Grâce à la mise en place d'un dispositif d'insertion socioprofessionnelle appelé le parcours de sortie de prostitution (PSP).

À Nantes, il est actuellement mis en œuvre par deux opérateurs : le Mouvement du nid depuis son lancement en 2017 et l'Atdec depuis 2023 (association qui porte la mission locale, la maison de l'emploi et plan local d'insertion de Nantes métropole). Grâce à un accompagnement social renforcé (de 6 mois renouvelables jusqu'à 2 ans), la coopération des acteurs et la possibilité d'accéder à un titre de séjour provisoire, celles qui entrent dans le dispositif peuvent avancer dans un projet d'insertion, à condition de quitter définitivement la rue. « J'ai arrêté de payer ma dette à ma « madam » (voir encadré ci-dessous). Je ne veux plus perdre ma vie dans la rue. Je veux me battre pour des papiers et une autre vie », témoignait cette femme nigériane au moment d'entrer dans le PSP, bien décidée à se saisir cette opportunité.

Après une montée en charge progressive qui a coïncidé avec le souhait de plus en plus de femmes de quitter la prostitution, les résultats de ce dispositif commencent à se faire sentir. En mars 2023, selon les chiffres de la préfecture, 44 personnes au total étaient passées par le PSP depuis son lancement. La quasi-totalité était des Nigérianes victimes de la traite. 30 femmes sont sorties du dispositif. « Pour toutes les situations portées à ma connaissance, aucune n'a

recouru à nouveau à la prostitution ni n'a été « récupérée » par son réseau d'origine », assure Valérie Richaud-Taussac.

Pilotant les PSP au sein de la préfecture, la responsable de Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes poursuit : « Certaines sont en couple, beaucoup ont mis au monde des enfants durant le PSP. Elles ont accédé à un emploi, dont certaines, en CDI. Hormis une situation particulière, toutes ont stabilisé leur situation et se sont insérées par le logement et le travail ». « Ces femmes ont une importante force de résilience. Mais c'est un long process pour sortir de la survie et ce n'est pas parce qu'elles arrêtent la prostitution que s'arrêtent leurs traumas. Mon travail est de les soutenir dans leurs démarches et leurs compétences », souligne Emeline Sasse, la travailleuse sociale recrutée par le mouvement du Nid pour accompagner les PSP.

Lutte contre les trafiquants

Même avant la suppression du délit de racolage, la police nantaise n'a jamais eu tendance à embarquer les prostituées. Au contraire, « nous allons au contact pour essayer d'établir une relation de confiance », affirmait le major de police Denis Pucelle, de l'unité de lutte contre les stupéfiants et l'économie souterraine du commissariat Waldeck Rousseau, personnalité bien connue des femmes nigérianes, à présent en retraite. Cette unité spécialisée concentre son action sur la lutte contre le proxénétisme. Les dénonciations de celles qui ont osé porter plainte et un travail d'écoute et d'enquête de longue haleine en collaboration avec l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH) ont permis plusieurs vagues d'arrestations.

En 2020, un procès hors norme s'est tenu devant la chambre correctionnelle de Rennes. Il concernait une vingtaine de personnes, accusées d'avoir participé à un réseau mafieux nigérian de proxénétisme actif à Nantes. Il a abouti à une vague inédite d'incarcérations, notamment parmi les « madames », ces maquerelles des réseaux de prostitution nigériens (le plus souvent des anciennes prostituées).

Une prostitution via internet

Autre moment de bascule, la crise sanitaire et ses rues désertées a accéléré la mutation de la prostitution vers la numérisation. Certaines femmes nigérianes ne sont jamais revenues dans les rues. D'après les associations qui pratiquent aussi des maraudes sur internet, les Nigérianes

n'apparaissent pas sur les annonces des sites 2.0. Elles vendraient néanmoins leurs services via des réseaux sociaux comme WhatsApp. Difficile à dire où se sont déplacés leurs lieux de passe et si elles sont exploitées dans des appartements Airbnb comme le pratiquent d'autres réseaux.

Au fil des années, cette filière de traite du Nigéria a toujours muté pour s'adapter. Ce trafic d'êtres humains qui aurait connu des débuts en l'Italie il y a plus de trente ans, a prouvé sa persévérance. Telle une hydre, chaque fois que des têtes sont coupées, d'autres ramifications surgissent ailleurs. Une preuve récente : des femmes nigérianes réapparaîtraient à Nantes du côté de la rue Paul Bellamy. De nouveaux défis pour les associations accompagnatrices.

Du jeu dans les rouages de la filière nigériane

Depuis des dizaines d'années, cette traite des Nigérianes – dont la grande majorité vient de l'État d'Edo et la ville de Benin City – tient sur l'instrumentalisation de croyances traditionnelles. Avant son départ, lors d'une cérémonie dite « juju », la jeune femme candidate pour l'Europe est en effet contrainte de prêter serment devant les esprits, dans un temple ou immergée dans une rivière. Elle donne des éléments corporels (ongles, cheveux, poils pubiens, etc.) à un « chief priest » (prêtre traditionnel) au service de sa « madam » (proxénète). Elle jure alors qu'elle travaillera pour rembourser son voyage à celle qui a accepté de la sponsoriser.

Après une traversée du désert, de l'enfer libyen et de la Méditerranée, la voilà qui se retrouve sur les trottoirs de Nantes, de Rome ou de Madrid, avec une dette exorbitante de 30 000 à 50 000 euros à rembourser. Comment ? En se prostituant dans des conditions sordides.

Ces serments d'allégeance sont au fondement d'un solide système d'emprise auquel participe toute une chaîne d'intermédiaires motivés par l'appât du gain, à commencer souvent par la famille de la jeune femme jusqu'à la personne chargée de récupérer l'argent de la prostitution. Or, le 8 mars 2018, l'oba du Bénin – roi sans pouvoir de gouvernance, mais respecté localement, notamment par les prêtres traditionnels – a déclaré, depuis son palais de Benin City, tous les serments caducs, menaçant par la même occasion tous ceux

qui continueraient à en prononcer sur son territoire. « À cette nouvelle, les filles dansaient sur les trottoirs », décrit le pasteur Marcel Georgel.

« Cela a été un levier qui a permis à certaines filles sous emprise du Juju de s'affranchir de cette dette. C'était comme un déclic pour oser s'opposer à leur proxénète », témoignent de leur côté les travailleuses sociales de l'Étape, association nantaise qui accueille et accompagne des filles mises en sécurité dans son dispositif d'hébergement. Reste cependant la crainte de représailles sur les familles restées au pays.

EN COULISSES

J'ai commencé à m'intéresser à cette filière de traite au début des années 2000 alors que j'étais une jeune journaliste installée à Tanger, au Maroc. À l'époque, les femmes nigérianes tentaient de traverser le détroit de Gibraltar en direction de l'Espagne. Je les croisais alors dans la Medina. Je suis allée enquêter à deux reprises au Nigeria, à la source de la filière. Là, j'ai pu observer des cérémonies « juju ».

Arrivée à Nantes il y a une quinzaine d'années, je suis devenue journaliste spécialisée dans le secteur social. J'ai alors retrouvé des femmes sur les trottoirs, qui, elles, avaient débarqué en Italie. C'est pour reprendre sous forme de fiction toute cette enquête que je publie en avril 2024 la bande dessinée *Le Silence du juju*, avec les dessins de l'illustratrice Diane Morel. Un article de Mediacités est consacré à cet ouvrage. Malgré la noirceur de ce qu'elle a vécu, cette histoire en couleur de Faith permet de regarder ce qui ne se voit pas, de mieux comprendre le parcours de ces femmes et de rendre hommage à leur courage.